



**REVUE DES ETUDES MULTIDISCIPLINAIRES EN SCIENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES**

**Numéro 9**

**Octobre – Novembre 2018**

**Décentralisation et choix de production collective des acteurs locaux :  
analyse d'expériences au Bénin**

**Decentralization and collective production choice of local actors :  
experiences analysis in Benin**

**Dr HOUNMENO G. Bernard**

Enseignant à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FASEG)  
Université d'Abomey-Calavi (UAC)  
**Bénin.**

**Email :** hbenaf@yahoo.fr

**Résumé :**

Ce travail analyse le processus de choix des initiatives de production locale de biens collectifs dans deux contextes en milieu rural béninois : celui de la période d'avant la décentralisation de 2003 et celui de la période relative à cette dernière. Il pose la question de l'incidence de la décentralisation sur la participation des acteurs locaux aux choix liés à la production de biens collectifs. L'objectif est d'étudier les procédures et les modes de décisions collectifs pratiqués sur les deux périodes. L'analyse du processus décisionnelle souligne le rôle éminent de la gouvernance locale dans la révélation des préférences collectives et amène à faire recours à la théorie institutionnelle. Si le rôle dominant des leaders traditionnels avant 2003 peut

s'expliquer avec la référence au ''*social choice*'', le rôle de manipulation des leaders politiques dans la période de décentralisation peut s'expliquer avec le ''*public choice*''.

**Mots clés :** Décentralisation, gouvernance locale, choix collectifs.

**Classification JEL :** H41- R58- D71- D72

**Abstract:**

This paper analyzes the initiatives choice process relative to local public goods production in two contexts of Benin rural areas: decentralization of 2003 and the period before this. The paper asks the question of effect of decentralization on local actors participation to public goods production choice. The objective is to study the collective choice proceedings and decision ways used by actors in those contexts. The decision process analysis reveals the major place of local governance in collective preferences revelation. The study reveals also the major place of traditional leaders and politic leaders respectively in period before and period of 2003 decentralization. The explanation of those three results can be found respectively through institutional, social choice and public choice theories.

**Key words:** Decentralization, local governance, collective choice.

**JEL Classification :** H41- R58- D71- D72

## Introduction

La décentralisation des pouvoirs publics constitue depuis nombre d'années, une préoccupation majeure d'acteurs divers, dans plusieurs pays. Dans les pays développés comme dans ceux en développement, le monopole des gouvernements centraux en matière de prise de décision est remis en question. La décentralisation apparaît comme un outil efficace de réorganisation du gouvernement en vue de la prestation de services publics à l'ère de « l'Etat post-providence » (Bennett, 1990 ; Wildasin, 1997).

Du point de vue de l'économie publique, la décentralisation traduit une réduction de la taille de la sphère d'allocation des biens collectifs, afin de mieux prendre en compte les préférences locales (Tiebout, 1956 ; Buchanan, 1965). Elle renvoie au transfert de responsabilités et de compétences liées à la production de ces biens, d'un niveau supérieur de décision (gouvernement central notamment) à un niveau inférieur. D'un autre point de vue, elle peut être mise en rapport avec la coordination d'une diversité d'acteurs et d'intérêts dans la production de biens collectifs au niveau local. Ceci fait référence à la gouvernance locale qui repose sur une dénonciation du modèle politique traditionnel descendant et centralisé qui confie aux seules autorités politiques, la responsabilité de la gestion des affaires publiques (Gaudin, 1998, Hounmenou, 2006). La gouvernance renvoie à la responsabilité essentielle des différentes composantes de la société dans la coproduction du destin collectif (Casteigts, 2003).

La décentralisation est supposée favoriser l'apprentissage de la gouvernance participative dans la mesure où elle offre aux populations, la possibilité de participer au contrôle et à la prise de décisions liées à la production collective au niveau local (Schneider, 1999). En favorisant d'avantage la responsabilisation des acteurs locaux, la décentralisation permet-elle à ces derniers de mieux participer aux choix liés à la production de biens collectifs ? Pour répondre à cette question, le présent travail se donne l'objectif d'identifier les procédures et les modes de choix collectifs dans la période d'avant et celle relative à l'avènement de la décentralisation de 2003 au Bénin, afin d'analyser l'incidence de cette dernière dans le processus de choix des initiatives de production de biens collectifs au niveau local.

Pour atteindre cet objectif, il est organisé une collecte d'informations sur le processus de mise en place d'équipements collectifs dans quatre communes béninoises dont deux (Glazoué et Savalou) en zone cotonnière et deux (Allada et Toffo) en zone non cotonnière. Cette collecte d'information est intervenue en fin 2002 pour les équipements mis en place avant la décentralisation en 2003. Elle est intervenue en fin 2014 pour les équipements de la période relative à cette décentralisation.

Dans son développement, ce travail présente de façon sommaire, les fondements théoriques de la décentralisation, de la gouvernance locale et de la révélation des préférences. En second lieu, il présente et analyse le processus de choix des initiatives de production de biens collectifs, en milieu rural au Bénin.

## **1- Fondements théoriques**

### **1.1- Décentralisation, gouvernance et choix de production collective**

#### **1.1.1- La décentralisation**

Elle est considérée comme une réforme qui élargit ou approfondit l'emprise de la démocratie. Elle consiste à transférer le pouvoir (un ensemble de compétences et de ressources nécessaires à leur exercice) du niveau central du gouvernement (Etat), au niveau local (collectivités territoriales), et à des organes élus. Elle permet de rapprocher géographiquement les prises de décisions des populations concernées, et de rendre ces décisions participatives (Schneider, 1999). Son efficacité repose sur le rôle de la proximité des acteurs, qu'elle permette le contrôle au plan local des décisions publiques, ou qu'elle permette l'apprentissage des procédures de décisions collectives. A travers le facteur proximité, la décentralisation favorise la participation de la population à la prise de décisions.

La décentralisation est perçue comme un moyen d'assurer une gestion plus efficace des services publics, capable de réduire les coûts tout en s'adaptant mieux aux demandes des utilisateurs (Laurent et Peemans, 2006). Elle est en effet considérée comme un moyen d'optimiser la production de biens collectifs et d'assurer la cohésion de cette production avec les préférences des citoyens- consommateurs. Dans un contexte caractérisé une faiblesse des phénomènes de débordement et d'économie d'échelle dans la production de biens collectifs, l'allocation optimale de ces derniers est envisagée à travers la diminution de la taille des collectivités. Ceci permet aux individus de révéler leurs préférences, en optant pour l'une des collectivités, en fonction d'une combinaison avantage/coût. Suivant les travaux de Tiebout (1956), le consommateur insatisfait de l'offre de services publics sur un territoire local pourra se déplacer pour s'installer dans la collectivité où il égalisera les avantages et les coûts marginaux entraînés par la production de ces services<sup>1</sup>. Ceci traduit un vote par les pieds du citoyen-consommateur correspondant à une révélation de préférences de l'individu pour la consommation de bien collectif. Ceci n'est évidemment possible, que s'il existe une grande offre de combinaisons alternatives, donc un grand nombre de collectivités.

---

<sup>1</sup> La collectivité qui lui offre la qualité de biens et le montant des taxes associées (panier biens collectifs locaux/impôts) les plus proches de son goût.

Les travaux de Tiebout ont été prolongés par ceux de Buchanan (1965) sur la théorie des clubs. Ces derniers étudient la question de la décentralisation de l'offre de services publics à travers la production associative des biens collectifs. Il analyse la résolution du problème de la sous allocation des biens collectifs du fait de la présence de passager clandestin, par un dispositif d'exclusion spécifique au club<sup>2</sup>. Elle traite des comportements des individus rationnels organisés volontairement au sein de la structure collective dont le but est de faire valoir un intérêt commun. Elle propose un mode de compensation des externalités liées aux effets de congestion, face à la difficulté de révélation des préférences individuelles, liée cette présence. Le modèle met en jeu un processus dynamique faisant intervenir soit l'inclusion, soit l'exclusion, et qui correspond à la révélation sincère des préférences individuelles (Derycke et Gilbert, 1988 ; Barillot, 2001). Il met en évidence la révélation des préférences des agents à travers leur adhésion aux associations volontaires et l'obligation (la contrainte) qui s'impose à eux pour leur contribution à la production collective du club.

Le modèle de club traduit la réduction de la sphère de production/ consommation de biens collectifs à l'échelle d'une organisation ou groupe d'agents. L'objectif est aussi d'assurer la production et la consommation d'un bien qui peut faire l'objet d'exclusion.

A l'issu de ce bref développement théorique, il peut être retenu que la décentralisation donne lieu à un ajustement offre/demande de bien collectifs et favorise la révélation des préférences des citoyens-consommateurs. Dans une situation comme celle du milieu rural béninois, le problème est de savoir si la demande locale exprime vraiment les attentes des différents groupes de la population locale. Comme le soulignent Laurent et Peemans (2006), « *le plus souvent les priorités sont établies par ceux qui dominent les instances de délibération locales. Les opportunités de s'exprimer "à la base" n'empêchent pas l'existence d'inégalités importantes entre les différentes catégories sociales* ». Cette analyse amène à l'idée d'une coordination des acteurs dans les choix de production et fait appel à la gouvernance locale.

### 1.1.2- La gouvernance locale

Depuis plus d'une vingtaine d'années, la notion de gouvernance s'est imposée dans le champ de la science politique et du management public pour décrire de nouvelles modalités de décision collective. Le terme reste marqué par une forte polysémie. Dans le domaine du management des territoires et plus particulièrement des villes, la gouvernance est devenue une

---

<sup>2</sup> Un club constitue un groupe ou une organisation de personnes qui se mettent volontairement ensemble pour assurer la production d'un bien collectif, dont le partage peut faire l'objet d'exclusion. Il peut résulter d'une association volontaire de personnes, pour tirer des avantages matériels de la mise en commun et du partage des coûts de production, des caractéristiques des membres ou d'un bien susceptible de faire l'objet d'exclusion.

référence incontournable pour décrire les conditions d'élaboration des compromis autour desquels se fédèrent les stratégies des partenaires locaux (Casteigts, 2003). A l'instar des motifs de proximité des acteurs et de révélation des préférences locales dans la fourniture des biens ou services collectifs, la gouvernance locale constitue l'une des principales justifications de la décentralisation.

En sciences économiques, la gouvernance fait appel à un mode de coordination alternatif au marché, favorisant une réduction des coûts de transaction interindividuels et visant davantage d'efficacité (Coase, 1937 ; Williamson, 1979 ; Lorrain, 1998 ; Leloup *et al*, 2004). Elle renvoie à un processus de coordination des acteurs économiques, dans le cadre de l'organisation de l'activité économique. Dans une perspective Williamsonienne, la gouvernance hors marché vise à retrouver une optimisation dans le processus de production<sup>3</sup>.

Dans le champ politique, le terme de gouvernance est apparu vers la fin des années 1980 avec deux acceptions différentes comme synonyme de principe de gouvernement ou comme mode de décision collective élargie au-delà du cadre institutionnel. La gouvernance comme synonyme de principe de gouvernement est appréhendée comme « *l'exercice du pouvoir politique dans la gestion des affaires d'une nation* »<sup>4</sup>. Comme mode de décision collective élargie, elle s'entend comme une extension des procédures de décision collective au-delà du cadre gouvernemental (King et Schneider, 1991). Cette deuxième acception est explicitée dans différents travaux (Casteigts, 2003, 2008 ; CDU<sup>5</sup>, 1999). Ces derniers soulignent que la gouvernance « repose sur une dénonciation du modèle traditionnel qui confie aux seules autorités politiques, la responsabilité de la gestion des affaires publiques, elle met l'accent sur la multiplicité et la diversité des acteurs qui interviennent ou peuvent intervenir dans la gestion des affaires publiques... Elle attire l'attention sur le déplacement des responsabilités qui s'opère entre l'Etat, la société civile et les forces du marché, lorsque de nouveaux acteurs sont associés au processus de décision et sur le déplacement des frontières entre le secteur privé et le secteur public ; la notion de gouvernance met également l'accent sur l'indépendance des pouvoirs associés à l'action collective... ». Cette appréhension repose en arrière plan sur l'idée que les institutions gouvernementales n'ont pas le monopole de l'intérêt

---

<sup>3</sup> L'expression gouvernance est introduite pour désigner le cadre institutionnel au travers duquel se réalisent les interactions et les transactions, l'idée est qu'une bonne gouvernance doit réduire les coûts de transaction entre les personnes ou entre les entreprises ou entre les organisations de diverses natures (NORTH, 1991, p98 ; WILLIAMSON O. E., 1996, BASLE (2000)

<sup>4</sup> Les grandes institutions financières internationales ont été les premières à l'utiliser de façon normative, pour caractériser les règles d'administration publique préconisées aux pays emprunteurs, notamment dans l'expression « good governance ». C'est dans le rapport de la Banque Mondiale consacré en 1989 à l'Afrique subsaharienne, appelé "De la crise à la croissance durable" que se trouve une des premières définitions de la gouvernance.

<sup>5</sup> Centre de Documentation de l'Urbanisme (Ministère français de l'équipement).

général et que la société, dans la diversité de ses manifestations, a une responsabilité essentielle dans la co-production du destin collectif (CDU, 1999).

L'usage de la gouvernance s'est aussi répandu dans l'analyse du gouvernement local. Utilisé dans un premier temps pour qualifier les modalités de coordination territoriale entre les gouvernements locaux, les agences techniques mises en place par le gouvernement central et les services publics locaux, notamment dans le contexte de remise en cause de l'action publique pour des motifs d'efficacité économique (Harvey, 1989 ; Dente, 1990 ; Bailey, 1993), le concept de gouvernance locale est mobilisé dans le cadre de l'analyse du gouvernement local pour souligner la participation de divers intérêts, notamment privés, aux systèmes de décisions publiques qui régissent les villes et les régions<sup>6</sup>. L'accent y est mis sur les jeux de pouvoir et d'influence présidant à l'élaboration de politiques publiques locales, sur la coordination des multifonctionnalités, sur le processus de négociation...

Ces éléments amènent à se référer à des analyses menées sur la gouvernance d'une manière globale. Le Gales (1995) parle à cet effet d'interactions entre Etat et société civile et des modes de coordination complexe nécessaires, afin de rendre possible aujourd'hui l'action publique. Bagnasco et Le Gales soulignent qu'il s'agit « d'un processus de coordination d'acteurs, de groupes sociaux, d'institutions pour atteindre des buts discutés et définis collectivement dans des environnements fragmentés et incertains » (Bagnasco et Le Gales, 1997).

La gouvernance entremêle marché, gouvernement et société civile. Elle met en jeu trois acteurs principaux (les autorités publiques, le secteur privé et la société civile) et repose sur le processus décisionnel<sup>7</sup>. Elle recouvre les modes de coordination partenariaux et territorialisés, intermédiaires entre hiérarchie et marché dans le champ économique, entre gouvernement institutionnel et société civile dans le champ politique. Elle donne lieu à des espaces de régulation institutionnalisés. Ceux-ci prennent la forme de table de concertation dont l'objectif est d'aboutir à un compromis (consensus des acteurs) (ONU-HABITAT, 2003).

En donnant lieu à une coordination des acteurs publics, privés et de la société civile dans le processus de décisions relatives aux politiques publiques, la gouvernance permet-elle à ces derniers de faire prendre en compte leurs préférences ? De quelles préférences il est question : des préférences individuelles ou des préférences collectives ?

---

<sup>6</sup> Le concept de « urban governance » est introduit par les politologues anglais, par opposition à « local government », pour caractériser les évolutions du système de pouvoir local consécutives aux réformes imposées à partir de 1979 (par Margaret Thatcher, soucieuse de mettre un terme au « socialisme municipal » de l'époque précédente).

<sup>7</sup> Toute décision étant le résultat des rapports complexes entre de multiples acteurs ayant des priorités diverses, la conciliation de ces dernières est au cœur de la notion de gouvernance (ONU-HABITAT, 2003).

## 1.2- De la révélation des préférences individuelles à la révélation des préférences collectives

La révélation des préférences en matière de fourniture de biens collectifs fait traditionnellement l'objet de débat entre deux approches antagonistes : l'approche de la contrainte et celle de l'échange volontaire.

L'approche de la contrainte se caractérise par la prise de décisions collectives à partir de l'organisation politique existante. Elle considère les décisions publiques comme des choix émanant d'une autorité (Weber, 1997). Ces décisions peuvent ne pas refléter les préférences des citoyens et leur être imposées (Colm, 1956 ; Lindblom, 1961 ; Barrere, 1972). La contrainte dont il s'agit est en fait une contrainte bienveillante dont le seul objectif est l'intérêt général ou « le bien commun ». Alors que l'individu sur le marché poursuit son intérêt personnel, l'Etat est guidé par l'intérêt général, le « bien commun » distinct de la somme des intérêts individuels ou de leur partie commune tels qu'ils sont appréciés par les individus eux-mêmes.

La théorie de l'échange volontaire<sup>8</sup> associe quant à-t-elle, la rationalité privée et la rationalité publique (Wicksell, 1896 et Lindahl, 1919). Elle admet que les prestations publiques doivent refléter les préférences des individus. Ces derniers s'adressent à l'Etat pour obtenir certains biens que les entreprises du marché ne sont pas en mesure de fournir<sup>9</sup> (Wolfelsperger, 1975, 1995 ; Weber, 1997). Il y a une demande de biens publics par les individus. En face des diverses demandes individuelles, il existe une offre déterminée par les conditions techniques de production et les prix des facteurs que doit se procurer l'Etat sur le marché.

Chaque individu contribue volontairement à ce financement, en proportion des satisfactions qu'il retire de la production de biens publics. L'individu obtiendra une certaine quantité de biens publics au prix qu'il est prêt à payer. Il y a bien dans ce cas « échange volontaire ». Cette théorie reflète l'approche individualiste de l'Etat et analyse comment l'individu révèle ses préférences en matière de demande de biens publics.

Bien que riche en enseignements, ce modèle ne prend pas suffisamment en compte le fait que le mode de décision en matière de production collective ne correspond pas exactement à celui d'un marché. Le problème qui s'est toujours posé aux chercheurs en choix social est celui de l'agrégation des préférences. Comment passer des préférences individuelles apparemment

---

<sup>8</sup> Cette théorie accorde à la satisfaction des besoins tels qu'ils sont exprimés par les individus eux-mêmes, la place centrale qu'elle occupe dans la théorie du fonctionnement des marchés.

<sup>9</sup> L'Etat est considéré comme une entreprise spécialisée dans la production des biens publics, en fonction de la demande des particuliers. Il constitue un instrument qui permet aux individus, de poursuivre leurs intérêts personnels par d'autres moyens que par le marché.



égoïstes et divergentes aux préférences collectives cohérentes au plan social ? Dans les travaux de "social choice", une procédure destinée à agréger les préférences individuelles en une préférence collective a été analysée. Il a été envisagé un mécanisme qui donne un pré-ordre unique, fonction des préférences individuelles. Ces analyses ont donné lieu au théorème d'impossibilité d'Arrow généralisant le paradoxe de Condorcet<sup>10</sup>. Ce théorème établit qu'il n'existe pas de manière non dictatoriale d'agréger les préférences individuelles et de les fusionner dans une méga-préférence collective, sauf si les individus ont des préférences identiques ou sont unanimes (Arrow, 1963, Pham et Torre, 2012). En effet, sous l'hypothèse structurelle de présence d'au moins deux individus et trois états sociaux distincts, il est impossible de satisfaire les conditions d'efficacité, d'absence de dictature, d'indépendance et de non restriction réunies. Si le nombre d'individu est supérieur à trois (3), les seules procédures qui permettent d'agréger n'importe quel profil en préférence collective qui vérifie le principe d'unanimité stricte et le principe d'indépendance sont les procédures dictatoriales. Seule la dictature éviterait les incohérences, mais cela impliquerait naturellement en politique, un sacrifice extrême de la participation aux décisions. Pour l'économie du bien-être, cette situation impliquerait une inaptitude totale à prendre en compte les intérêts hétérogènes d'une population variée. En effet, la démocratie apparaît dans ces conditions, impossible, car les seules procédures « raisonnables » au sens des propriétés requises sont les procédures où les choix critiques sont laissés à un seul individu (Sen, 1999).

La dictature donne lieu à un coût externe politique maximal et à un coût de négociation minimal (coût lié à la recherche d'un accord) (Pham et Torre, 2012). Une décision dictatoriale apparaît contraignante pour les individus et viole leurs préférences égoïstes. Elle peut toutefois être considérée comme un facteur de coordination des comportements des individus dans les choix collectifs. Ce type de coordination est analysé à travers différents travaux en économie institutionnelle (Commons, 1934 ; Brousseau, 1993...).

Pour Commons (1934), la décision collective correspond à un ordre social construit par action collective et non à un ordre spontané... Le processus qui conduit à l'émergence des décisions collectives met en évidence leur caractère collectif et négocié. L'expression de ces décisions intervient au bout des transactions qui constituent des situations de négociation au sein des groupes d'acteurs. La décision collective correspond à un compromis entre les intérêts et non à l'agrégation des décisions individuelles prises indépendamment les unes des autres. Le

---

<sup>10</sup> La question de choix social a été étudiée au départ, à la fin du 18<sup>ème</sup> siècle, par les mathématiciens français comme BORDA (1781) et CONDORCET (1785) qui l'ont abordé en termes mathématiques de votes et de procédures associées. Ces premiers travaux donnèrent déjà des résultats plutôt pessimistes. Ils établissaient par exemple que la règle de la majorité pouvait être complètement incohérente : paradoxe de Condorcet (CONDORCET, 1785, SEN, 1999).

mode de décision mis en cause ici s'apparente au consensus et repose sur le respect de la pluralité des individus ayant des préférences divergentes. Il consiste à dépasser ces différences, en parvenant à accorder les choix individuels multiples en un choix collectif cohérent acceptable de tous (Knight, 1947).

La coordination des comportements individuels vers un ordre social peut faire intervenir des dispositifs institutionnels tels que les conventions. En favorisant la cohérence des stratégies individuelles, les dispositifs institutionnels conduisent les agents à choisir parmi les alternatives rationnelles, des comportements compatibles les uns avec les autres (Walliser, 1989 ; Brousseau, 1993). Ils permettent de retrouver au-delà des intérêts individuels, une certaine notion de l'intérêt collectif.

Les précédentes analyses conduisent dans leur ensemble aux trois modes de décision collective identifiés dans les travaux de Knight et d'Arrow : la dictature, la coutume ou la convention et le consensus (Lengaigne et Postel, 2004). Au-delà de la dictature, ces mécanismes de décision collective interviennent comme moyens de révélation et de réalisation de tendances non strictement égoïstes des individus. Cette dimension nuance le caractère dictatorial du choix social et met en valeur l'aspect collectif et négocié de ce dernier. Dans les démocraties, les travaux du "public choice" mettent en cause les comportements égoïstes et de manipulation des entrepreneurs politiques (les hommes politiques et leur bureaucratie) dans le processus de choix collectifs. Ces travaux estiment en effet que les hommes politiques et les fonctionnaires sont motivés par la recherche de l'intérêt personnel qui fonde l'analyse néoclassique. Ils cherchent à maximiser leur utilité (intérêt) personnelle plutôt que de rechercher l'intérêt collectif. Les hommes politiques souhaitent en particulier, maximiser leurs chances d'être élus (ou réélus). Ils veulent avant tout gagner les élections. Pour y arriver, ils proposent des mesures dont ils pensent correspondre aux goûts de l'électeur<sup>11</sup> (Downs, 1957 ; Buchanan et Tullock, 1962). Le politicien a un comportement assimilable au « logrolling implicite », un type de marchandage (Buchanan et Tullock, 1962 ; Breton A et R, 1969). Il s'agit d'une stratégie qui amène un entrepreneur politique à attirer des votants par un ensemble de politiques. Un électeur votera pour le candidat en cause, afin de réaliser un enjeu particulier, même s'il est opposé à des éléments de son programme. Ceci met en cause la manipulation des citoyens par les élus qui en dernier ressort décident des choix publics<sup>12</sup>.

---

<sup>11</sup> L'électeur médian en particulier (l'électeur pivot qui décide du sort des politiciens dans les grandes démocraties modernes où les élections se gagnent au centre).

<sup>12</sup> Dans les démocraties, les citoyens ne décident pas des principales questions de façon directe. Ils votent pour des représentants qui prennent des décisions ou plutôt qui nomment des bureaucrates qui prennent des décisions ou qui les exécutent avec une certaine marge de manœuvre.

**Pertinence des modèles théoriques :**

Les travaux antérieurs s'accordent sur le fait que la gouvernance locale donne lieu à des formes de régulation institutionnelle, mettant en concertation les institutions du marché, du gouvernement et de la société civile et reposant sur un processus décisionnel. L'objectif étant d'aboutir à un compromis. En d'autres termes, elle est définie comme un processus de coordination d'une diversité d'acteurs et d'intérêts, dans le choix et la mise en œuvre de décisions publiques au plan local.

L'idée de concertation et de coordination des acteurs dans le processus de choix collectifs tranche avec la position extrême du modèle de la contrainte, du fait de la prééminence observée par ce dernier dans la décision de l'Etat, en matière de choix publics. Il en est de même pour le modèle de l'échange volontaire ; les décisions auxquelles conduit la démarche concertée d'une diversité d'acteurs correspondent de loin aux intérêts égoïstes des individus. De même, les préférences révélées par les agents économiques dans le cadre d'une migration inter-collectivité à la recherche d'un optimum de consommation, n'ont pas non plus de cohérence avec les décisions en rapport avec un processus de gouvernance locale.

L'homogénéité des membres d'un club dans les décisions de production est compatible avec l'idée de leur coordination dans le cadre de choix collectifs. La théorie des clubs ne peut donc être écartée a priori dans l'analyse de la révélation des préférences des acteurs, en matière de production de biens collectifs dans un cadre de gouvernance locale. Avec la théorie institutionnelle, le lien théorique entre la révélation des préférences et la gouvernance locale apparaît plus explicite. En effet, les décisions relatives à la production de biens collectifs sont des décisions collectives qui ne correspondent pas à l'agrégation des choix individuels. L'émergence de ces décisions donne lieu à des situations de transaction (concertation/négociation) au sein des groupes d'acteurs. Favorisées par la référence collective aux institutions, ces situations aboutissent à des compromis entre intérêts divers (Commons, 1934). La gouvernance locale apparaît donc un cadre d'émergence des préférences collectives.

Les travaux du "social choice" indiquent qu'au-delà des cas extrêmes d'unanimité, seule une procédure dictatoriale peut favoriser la convergence des stratégies individuelles vers un choix collectif. Sur la question de l'origine de cette dictature, la manipulation des entrepreneurs politiques (élus, responsables politiques...) évoquées dans les travaux du "public choice"

---

Ceci donne lieu à un système complexe où les incitations et les acteurs font que les choix publics ne traduisent pas forcément les préférences des citoyens

peut être soulignée. L'accent peut être aussi mis sur le poids des organisations locales dans les procédures de décision (Hounmenou, 2006).

## **2- Analyse du processus de choix de production collective des acteurs locaux**

### **2.1- Méthodologie de l'étude**

Les informations relatives à l'expression des choix de production collective des acteurs ont été collectées par voie d'enquête à travers des mécanismes ayant caractérisé la mise en place des équipements collectifs par les villages étudiés. Il est question de partir des investissements en équipements de la commune dans les différents villages, pour identifier les mécanismes de révélation de ces choix. Ces mécanismes ont été étudiés entre autres à travers la procédure de décision, le mode de décision, les acteurs déterminants des choix... Les acteurs impliqués dans le choix et la mise en œuvre de décisions relatives à la mise en place d'équipements collectifs ont été approchés pour la collecte des informations.

La zone de couverture de l'étude empirique correspond aux limites géographiques de quatre communes choisies de façon aléatoire dans deux départements du Bénin : les communes de Glazoué et Savalou dans le département des Collines en zone cotonnière et celles d'Allada et Toffo dans le département de l'Atlantique en zone non cotonnière. Dans chacune des communes, les investigations ont été menées dans la période de février à mars 2003 sur les initiatives de la période d'avant l'actuelle décentralisation béninoise. Elles ont couvert une dizaine de villages choisis de façon aléatoire dans une demi-dizaine d'arrondissements également sélectionnés au hasard (voir liste des localités en annexe). Au total, une quarantaine de villages choisis dans une vingtaine d'arrondissements dans les quatre communes ont été investis.

Une deuxième phase d'enquête est intervenue en décembre 2014 dans les mêmes localités et a porté sur les initiatives de la période de décentralisation. Un total de 174 et 167 équipements collectifs ont fait l'objet d'investigations respectivement en 2003 et 2014. Des informations relatives à ces équipements ont été collectées auprès des chefs de village, des chefs d'arrondissement ou des personnes ressources des localités concernées. L'unité d'observation est constituée ici des équipements collectifs mis en place sur son territoire communal.

Le dépouillement des données collectées met en relief quelques déterminants du choix de production collective des acteurs au niveau local. Il s'agit en particulier de la procédure de décision, du mode de décision et des acteurs déterminants dans le processus de choix collectif. Les types de programmes à travers lesquels, les acteurs locaux expriment leurs choix collectifs ont par ailleurs été identifiés à l'issue des travaux empiriques.

Les variables utilisées ici sont dichotomiques (prenant la valeur 1 pour l'observation du phénomène et 0 sinon). Les fréquences d'apparition des modalités de ces différentes variables ont été calculées sur les deux périodes d'étude, afin d'appréhender l'influence du processus de décentralisation sur elles. L'importance des initiatives dont le choix émane des acteurs locaux (révélation des préférences locales) a été mesurée à travers leur fréquence (d'apparition) sur chacune des deux périodes d'études.

Il a été aussi procédé à l'analyse du lien des différentes variables du processus de choix collectif (procédures, modes de décision, acteurs déterminants) avec celle de l'expression de ces choix par les acteurs locaux pendant les deux périodes. Il s'agit d'identifier les procédures, les modes et les acteurs déterminants qui ont de lien significatif avec la révélation des préférences locales. Il est aussi question d'analyser comment ce lien a évolué avec la décentralisation intervenue en 2003. La méthode utilisée pour étudier ce lien est le test de Khi2.

Le test de Khi2 se base sur un principe d'indépendance entre phénomènes observés (variables). L'idée est de mesurer s'il existe une relation entre deux phénomènes observés. La méthode permet de savoir si l'un des phénomènes est significativement lié à l'autre. Le procédé s'appuie sur un mécanisme de test d'hypothèses.

Il s'agit de tester une hypothèse nulle  $H_0$  d'indépendance (indépendance entre deux phénomènes observés) contre une hypothèse alternative  $H_a$  (dépendance entre deux phénomènes observés).

Une statistique de Khi2 (un indicateur) quantifie l'écart (la distance) entre les effectifs observés ( $o_k$ ) et les effectifs théoriques<sup>13</sup> ( $e_k$ ).

$$\text{Khi2} = \sum_{k=1}^k \frac{(o_k - e_k)^2}{e_k} \text{ Où } e_k \text{ correspond aux effectifs sous } H_0.$$

La distribution de cette statistique sous l'hypothèse nulle suit une loi du Khi2. La décision de dépendance ou d'indépendance dépend de la statistique calculée et/ou de la p-value associée. Cette probabilité est comparée à un risque d'erreur fixé (5% par exemple). L'hypothèse nulle est rejetée lorsque cette probabilité est inférieure au seuil d'erreur fixé.

## **2.2- Initiatives de production de biens collectifs et caractérisation du processus de choix au niveau local : statistiques descriptives**

Une diversité d'initiatives de production de biens collectifs est notée sur l'ensemble des territoires étudiés sur les deux périodes d'études. Il s'agit notamment des infrastructures

---

<sup>13</sup> Cette statistique est calculée avec le nombre de degré de liberté.

scolaires, des infrastructures sanitaires, des équipements hydrauliques, des infrastructures marchandes, d'assainissement et de loisir, des aménagements de pistes (tableau 2.1).

**Tableau2.1- Initiatives de production de biens collectifs avant et pendant la période de la décentralisation de 2003**

Type d'initiative/ équipement	Fréquence avant la décentralisation (2003) (%)	Fréquence en période de décentralisation (%)
Infrastructures scolaires	33,9	39
Infrastructures sanitaires	14,4	6,7
Équipements hydrauliques	23	22
Aménagement de pistes	6,3	10,4
Infrastructures marchandes	4,6	3
Infrastructures d'assainissement	-	7,3
Infrastructures de loisir	-	3,7
Initiatives de microfinance	5,7	-
Autres	12,1	7,9
Ensemble	100	100

**Source : Données de l'étude**

Les Infrastructures scolaires et les équipements hydrauliques restent les initiatives locales les plus fréquentes sur les deux périodes. A l'inverse des aménagements de piste, les infrastructures sanitaires et les infrastructures marchandes ont semblé baissé de fréquence au niveau local avec l'opérationnalisation des communes.

Les résultats issus des investigations estiment à près de 84% la part des initiatives locales de production de biens collectifs révélée par les populations elles-mêmes avant l'avènement de la décentralisation en 2003. Pendant cette période de décentralisation, cette part est estimée à 62,2%. Ceci laisse supposer que pendant la première décennie de décentralisation au Bénin, les populations villageoises expriment moins fréquemment leurs choix de production collective que dans la période précédente. Par quels mécanismes ces choix de production collective sont-ils révélés ?

Le processus de choix des initiatives locales de production de biens collectifs peut être ici caractérisé par la procédure décisionnelle, le mode de décision et les acteurs déterminants. Au niveau de la procédure décisionnelle, la concertation et le marchandage (négociation entre acteurs) peuvent être distingués (tableau2.2).

**Tableau2.2 : Procédures décisionnelles liés au choix des initiatives de production collective**

	Fréquence avant la décentralisation (2003) (%)	Fréquence en période de décentralisation (%)
<b>Concertation</b>	<b>95,4</b>	<b>78,0</b>
<b>Marchandage</b>	<b>-</b>	<b>7,9</b>
<b>Autres (étude, sondage ...)</b>	<b>4,6</b>	<b>14,1</b>

**Source : Données de l'étude**

Les résultats des enquêtes révèlent ici sur l'ensemble des deux périodes que la procédure de concertation reste largement la plus fréquente dans le processus de choix collectif des populations villageoises<sup>14</sup>. Dans la période de décentralisation, le marchandage caractérisé par des promesses et des négociations entre politiciens et populations locales est apparu comme une nouvelle procédure de décision collective de fréquence non négligeable.

En ce qui concerne les modes de décision, le consensus (compromis) des acteurs et la majorité sont ici concernés (tableau 2.3).

**Tableau 2.3- Modes de décision relatifs au choix des initiatives de production collective**

	Fréquence avant la décentralisation (2003) (%)	Fréquence en période de décentralisation (%)
Consensus	96,0	97,5
Majorité	-	0,6
Autres	4,0	1,9

**Source : Données de l'étude**

Sur l'ensemble des deux périodes, les habitudes des populations locales en matière de mode de décision dans les choix de production de biens collectifs n'ont pas changé. Le mode de décision consensuelle reste essentiellement le plus pratiqué (96 à 97,5%).

Dans l'expression des choix collectifs, certains acteurs peuvent être déterminants. C'est notamment le cas des leaders politiques (manipulation des élus), des comités et organisations de développement local, les leaders traditionnels, les partenaires d'appui (tableau 2.4).

**Tableau 2.4- Acteurs déterminants (décisifs) dans les choix des initiatives de production collective**

	Fréquence avant la décentralisation (2003) (%)	Fréquence en période de décentralisation (%)
Leaders traditionnels	59,8	
Leaders politiques		28,7
Comités et organisations locales de développement	8,6	71,3
Partenaires d'appui	16,6	
Autres	15	-

**Source : Données de l'étude**

Avant la phase opérationnelle de la décentralisation en 2003, les leaders traditionnels (chefs de village, notables, sages...) avaient de façon fréquente (près de 60%), un poids éminent dans le processus décisionnel de choix des initiatives collectives de développement. La décentralisation a donné lieu à l'émergence de leaders politiques au niveau local. Il s'agit par exemple du chef d'arrondissement qui assume des compétences déléguées (par le maire de la commune) dont l'un des rôles est de faire des propositions au conseil communal, en matière

<sup>14</sup> Ceci n'exclut pas la validation de ces choix lors des sessions du conseil communal par le processus du vote prévu par les dispositifs législatifs et réglementaires à ce niveau de décision.



d'administration et de développement du territoire infra-communal. Le chef d'arrondissement est un acteur politique tout comme tous les membres du conseil communal puisqu'ils sont élus sur les listes de partis politiques. Les concertations avec les populations, notamment en période électorale donne l'occasion à ces politiciens et à leurs adversaires de proposer des initiatives collectives à leur population. Ce positionnement des leaders politiques éclipse le rôle autrefois éminent des leaders traditionnels avec lesquels ils restent toutefois en concertation dans les choix.

Au-delà cette réalité, le rôle des comités et organisations locales de développement s'est beaucoup renforcé (71,3%) avec le processus de décentralisation. Nombre de partenaires dont le conseil communal prennent appui sur ces institutions pour l'identification et la mise en œuvre des initiatives de développement. Il apparaît dès lors important d'analyser dans quel cadre institutionnel, les populations villageoises expriment leur choix de production collective.

Différents types de programme de développement permettent aux acteurs locaux d'exprimer leur choix d'initiatives collectives en milieu rural béninois. Il s'agit en particulier de programmes de l'Etat central, de Programme de Développement Communal (PDC), de programme d'ONG et de programme de communauté ou d'association villageoise (tableau 2.5).

**Tableau 2.5 : Les programmes à travers lesquels les initiatives collectives locales sont révélées**

	Fréquence avant la décentralisation en 2003 (%)	Fréquence en période de décentralisation (%)
Programme de l'Etat	42	30,5
Programme de développement communal	3,4	51,2
Programme d'une ONG	20,7	11,6
Programme d'une communauté/ association villageoise	31	1,8
Autres	2,9	4,9
Ensemble	100	100

**Source : Données de l'étude**

Sur les deux périodes d'étude, les populations locales expriment leurs choix collectifs à travers des programmes nationaux pour une part importante des initiatives. Mais avec le processus de décentralisation, cette part apparaît moins importante (30,5%) comparativement à la période préalable (42%). Ce phénomène est aussi observé au niveau des programmes d'ONG avec un passage de 20,7 à 11,6% des initiatives collectives localement révélées. Les programmes de communautés ou d'associations villageoises à travers lesquels, une importante part d'initiatives collectives était révélée par les populations villageoises avant l'avènement



du processus de décentralisation, ont tendance à disparaître avec cette dernière. Cette situation s'explique par le fait que la commune est devenue avec la décentralisation, le maître d'ouvrage légitime et légal des initiatives de production des biens/services collectifs au niveau local. Les choix collectifs des populations villageoises en matière de production de ces biens sont exprimés de façon officielle et institutionnelle, dans le Plan de développement Communal (PDC), ce qui limite la marge de manœuvre directe des Organisations Non Gouvernementales (ONG) et des communautés villageoises dans ce sens. Au nom des compétences partagées dans plusieurs domaines (enseignement primaire, santé, services d'eau potable...), l'Etat continue à initier ses propres programmes tout en y associant les communes. Ceci justifie qu'une part appréciable des initiatives collectives locales (30,5%), mais moins importante que durant la phase précédente (42%) continue d'être révélée à travers les programmes nationaux.

### 2.3- Facteurs de révélation des choix de production collective : analyse des liens de dépendance

Une fois les procédures, les modes de décision et les acteurs déterminants des choix de production collective des populations locales identifiés, il apparaît nécessaire d'analyser leur lien avec l'expression de ces choix (révélation des préférences collectives). Il importe aussi de savoir si l'appartenance ou non à la zone cotonnière a une influence sur la révélation des choix de production collective par les acteurs villageois.

Pour atteindre ces objectifs, il est procédé ici au test du Khi-deux pour analyser le lien des différentes variables en cause avec celle liée à la révélation des choix collectifs par les populations locales.

Sur la préoccupation relative à l'influence de la zone cotonnière, le tableau 2.6 donne la synthèse des résultats du test de khi-deux sur les deux périodes.

**Tableau 2.6 : Synthèse des résultats du test de Khi-deux entre l'appartenance à la zone cotonnière et l'expression des choix collectifs par les populations locales**

	Situation avant la décentralisation (2003)		Situation en période de décentralisation	
	Valeur du Khi-deux	Signification asymptotique (bilatérale)	Valeur du Khi-deux	Signification asymptotique (bilatérale)
Appartenance à la zone cotonnière (Zc)	,217	,641	1,326	,250

**Source : Données de l'étude**

Les résultats du précédent tableau laissent apparaître avant et pendant l'actuelle phase de décentralisation, que l'appartenance à la zone cotonnière n'a pas de lien significatif avec l'expression des choix de production collective locale. En ce qui concerne les procédures de décision, le lien n'apparaît significatif (au seuil de 5%) que pendant la phase de décentralisation, avec le mode concertation (tableau 2.7).

**Tableau 2.7 : Synthèse des résultats du test de Khi-deux entre les procédures de décision et l'expression des choix collectifs par les populations locales**

	Situation avant la décentralisation (2003)		Situation en période de décentralisation	
	Valeur du Khi-deux	Signification asymptotique (bilatérale)	Valeur du Khi-deux	Signification asymptotique (bilatérale)
<b>Concertation (conc)</b>	1,668	,196	4,398	,036
<b>marchandage</b>			5,930	,015
<b>Autres (étude, sondage ...)</b>	,987	,320		

**Source : Données de l'étude**

Ce résultat laisse supposer que les choix opérés suivant la procédure de marchandage ont de lien significatif avec les initiatives exprimées par les populations elles-mêmes. Ceci peut s'expliquer par leur caractère négocié avec les populations locales. Avant la période de décentralisation, aucune procédure décisionnelle pratiquée n'avait de lien significatif avec l'expression des choix collectifs par les populations.

Au niveau des modes de décision, le lien étudié n'est significatif qu'avec le consensus en période de décentralisation (tableau 2.8).

**Tableau 2.8 : Synthèse des résultats du test de Khi-deux entre les modes de décision et l'expression des choix collectifs par les populations locales**

	Situation avant la décentralisation (2003)		Situation en période de décentralisation	
	Valeur du Khi-deux	Signification asymptotique (bilatérale)	Valeur du Khi-deux	Signification asymptotique (bilatérale)
<b>Consensus (cons)</b>	1,399	,237	8,595	,003
<b>Majorité</b>	-	-	-	-

**Source : Données de l'étude**

Pendant la période de décentralisation, le consensus des populations villageoises avec l'expression de leurs choix de production collective par elles-mêmes, apparaît très significatif (au seuil de 1%).

Pour ce qui concerne les acteurs déterminants du processus de choix, le lien avec la révélation des préférences collectives locales apparaît très significatif (au seuil de 1%) en cette période de décentralisation, au niveau des comités de développement local et des organisations locales (tableau 2.9).

**Tableau 2.9 : Synthèse des résultats du test de Khi-deux entre les acteurs déterminants et l'expression des choix collectifs par les populations locales**

	Situation avant la décentralisation (2003)		Situation en période de décentralisation	
	Valeur du Khi-deux	Signification asymptotique (bilatérale)	Valeur du Khi-deux	Signification asymptotique (bilatérale)
Leaders traditionnels	49,578	,000		
Leaders politiques	-	-	,007	,934
Responsables de Comités et organisations locales	3,148	,076		
Comités de développement local			30,132	,000
Organisations locales			22,415	,000
Pouvoirs publics	1,723	,189	-	-
Partenaires d'appui	166,644	,000		

**Source : Données de l'étude**

Dans la même période, le rôle décisif des leaders politique n'a pas de lien significatif avec l'expression des choix collectifs des acteurs locaux. Ceci laisse supposer en cette période une stratégie de manipulation des populations locales par les leaders politiques dans les prises de décisions relatives aux choix de production de biens collectifs.

Avant l'actuelle décentralisation, c'est au niveau des leaders traditionnels et des partenaires d'appui que le lien étudié apparaît très significatif (au seuil de 1%). Ce résultat laisse supposer d'une part que leaders traditionnels restent dans leurs propositions en harmonie avec les souhaits de la population. D'autre part, il permet d'avancer l'hypothèse qu'en cette période de pré-décentralisation, les partenaires prennent des dispositions nécessaires afin de proposer aux populations locales des projets en adéquation avec les souhaits de celles-ci, ce qui n'est pas nécessairement le cas des pouvoirs publics centraux.

L'absence de lien de significativité au niveau des responsables de comités et organisations locales en période de pré-décentralisation (significativité seulement au seuil de 10%) laisse supposer que les priorités de ces organisations ne convergent pas toujours de façon significatives avec les aspirations de l'ensemble de la population locale.

#### **2.4- Analyse du processus de choix de production collective locale et de l'incidence de la décentralisation**

Les résultats de l'étude montrent sur les deux périodes qu'une part essentielle des initiatives est révélée par les populations locales. Celles-ci sont supposées contribuer à travers la fiscalité, au financement de la production des biens collectifs. Ainsi, la théorie de l'échange volontaire apparaît mise en relief pour une grande part, dans les mécanismes de révélation des préférences locales en milieu rural béninois. Toutefois, les préférences en cause ne sont pas révélées de façon égoïste par les individus. Elles sont plutôt collectives. Il apparaît une coordination des populations locales dans leurs choix, à travers des procédures et modes spécifiques de décision. La théorie institutionnelle semble mieux adaptée pour expliquer cette coordination des acteurs autour des préférences collectives.

Dans le processus de choix des initiatives, deux principales procédures de décision sont identifiées, notamment dans la période de décentralisation : la concertation des acteurs locaux et le marchandage. Pour ce qui concerne le mode de décision, 96% à 97,5% des initiatives ont été choisies (selon la période) de façon consensuelle par les acteurs locaux. La prééminence de la procédure de concertation et du mode de décision consensuelle est révélatrice d'une réelle incidence favorable de la gouvernance locale dans la révélation des préférences locales. Les résultats des tests de Khi-deux entre la révélation des préférences locales et chacune des variables concertation et consensus confirment cette liaison positive des variables de la gouvernance locale avec la révélation des initiatives collectives par les populations.

Les résultats révèlent aussi qu'en période de décentralisation, une partie (28,7%) des choix d'initiatives collectives, donne lieu à la manipulation des leaders politiques. Ces choix trouvent leur explication dans le "public choice". Les leaders politiques proposent en effet des initiatives qu'ils estiment utiles pour gagner la confiance des populations locales afin d'en tirer une rente politique, notamment, celle liée à leur élection. Les préférences révélées dans ce cadre ne sont pas nécessairement celles des populations locales, ce qui donne lieu à une manipulation. Les résultats du test de Khi-deux entre la révélation des préférences locales et la variable leaders politiques renforcent cette analyse.

Une part notable des initiatives de production de biens collectifs provient des choix dictés par des acteurs dominants (leaders politiques, leaders traditionnels, comités et organisations locales de développement). Cette dictature des acteurs ou groupes d'acteurs dans le processus de choix trouve son explication dans la théorie des choix collectifs. Conformément à celle-ci, au-delà de trois individus impliqués dans le processus décisionnel, la seule procédure qui permet d'agréer n'importe quel profil en préférence collective qui vérifie le principe

d'unanimité stricte et le principe d'indépendance et qui ne soit pas l'unanimité, est la procédure dictatoriale.

Le passage à la décentralisation n'a pas fondamentalement remis en cause les procédures et modes habituels de décisions collectives des populations villageoises. La concertation et le consensus des acteurs sont demeurés respectivement la procédure et le mode essentiels de décisions relatives aux choix de production collective des populations locales. Les variables en cause entretiennent d'ailleurs en période de décentralisation, de liens significatifs avec celles de la révélation des préférences locales.

Au niveau des acteurs dominants le processus de décision, il est toutefois noté l'émergence en période de décentralisation d'un nouveau type d'acteur (les leaders politiques) dont le rôle de manipulation politique a éclipsé celui de la dictature des leaders traditionnels actifs avant 2003 dans les choix collectifs. Le rôle déterminant des comités et organisations locales déjà présents en période de pré-décentralisation est devenu beaucoup plus important (en termes de fréquence) après 2003. Leur intervention respective présente par ailleurs de lien très significatif avec la révélation des préférences locales en période de décentralisation.

Il apparaît aussi dans les résultats de ce travail qu'en dehors du pouvoir central qui en vertu des compétences partagées continue de conduire directement des initiatives d'appui au développement local, les programmes d'ONG et surtout ceux de communautés ou d'associations villageoises ont pris du recul avec l'avènement de la décentralisation, pour laisser la place à une coordination des interventions dans le cadre du plan de développement communal (PDC).

## Conclusion

Les travaux de la présente étude ont montré la dynamique de participation des acteurs au choix des initiatives locales de production de biens collectifs en zone rurale béninoise. Cette dynamique est très remarquable depuis la période préalable à la décentralisation et s'est poursuivie avec l'avènement de cette dernière. A défaut de donner lieu à une amélioration de la situation, en termes de révélation des préférences locales, cette décentralisation a renforcé les liens positifs entre les procédures et modes fondamentaux de décisions collectives et les préférences locales. Il y a donc eu un renforcement du rôle de la gouvernance locale dans les choix de production collective.

La décentralisation a donné lieu par ailleurs, à une meilleure coordination des initiatives locales dans une dynamique communale : celle du plan de développement communal. Toutefois, elle a permis l'émergence des leaders politiques dont le rôle manipulateur ne

favorise pas la cohérence des choix de production collective avec les préférences des populations locales. En mettant en rapport les résultats de deux zones de nature différente du point de vue de la production cotonnière, les travaux montrent pendant les deux périodes d'étude que la zone cotonnière n'a pas de lien significatif avec l'expression des choix de production collective des populations locales.

## BIBLIOGRAPHIE

- AGRAWAL A. et RIBOT J. (1999). Accountability in Decentralization: A Framework with south Asian and African cases. *Journal of Developing Areas* 33 (Summer), pp 473-502.
- ARROW K.J. (1950) : « A Difficulty in the Concept of Social Welfare », *Journal of Political Economy*, 58(4), pp. 328-46, août.
- ARROW K.J. (1951) : *Social Choice and Individual Values*, Wiley, New York.
- ARROW (1963) : *Social Choice and Individual Values*, 2e ed., Wiley, New York.
- BAGNASCO A. et LE GALES P. (1997). Les villes européennes comme société et comme acteur, in BAGNASCO A. et LE GALES P. (sous la dir), *ville en Europe*, La Découverte, Paris, pp 37-38.
- BALLEST J., BIGO V., DUBOIS J-L. et MAHIEU F.R. (2006). Some Reflections on Responsibility and Happiness in Economics. In Ballet J et Bazin D. (eds), *Positive Ethics in Economics*, Transaction Publishers, New Brunswick, pp.225-234.
- BARILLOT S (2001). Présentation d'un modèle communautaire de révélation de préférences individuelles : La théorie des clubs, C3ED/ UVSQ, 11 pages.  
<http://mapage.noos.fr/RVD/sebastien.htm>.
- BARRERE A. (1972). *Economie et institutions financières, t.1 : Institutions financières* (598 p), t.2 : *Economie financière* (922 p), Dalloz, Paris.
- BENTHAM Jeremy (1789), réédité 1907 : *An Introduction to the Principles of Morals and Legislation*, Clarendon Press, Oxford.
- BORDA J.C. (1781) : « Mémoire sur les élections au scrutin », *Histoire de l'Académie Royale des Sciences* (Paris) ; traduit par Alfred de GRAZIA, « Mathematical Derivation of an Election System », *Isis*, 1953, 44(1-2), pp.42-51.
- BUCHANAN J.M. (1965). An economic theory of clubs, *Economica*, 32, 125, pp 1-14.
- BERTACCHINI Y. (2002). Concertation territoriale et politique territoriale concertée. Laboratoire Le Pont, Département Services et Réseaux de Communication, Université de Toulon et du Var, 6 pages.
- BROUSSEAU E. (1993). *L'économie des contrats : technologie de l'information et coordination inter-entreprise*, Presse Universitaire de France, Paris, 368 pages.
- CASTEIGTS M. (2003). La gouvernance urbaine, entre science et idéologie. Rencontre International sur la Démocratie et le Management Local, Ecole Nationale d'Administration Publique, 20 au 23 mai 2003, Québec, 15 pages.
- COASE R. H (1937). The nature of the firm, *Economica*, vol/n° NS4, pp380-405.
- COLM G. (1956). Comments on Samuelson's theory of public finance. *Review of Economics and Statistics*, 38 (1956), pp 408-412.
- COMMONS J. R (1934) : *Institutional Economics. Its Place in Political Economy*, New York: The Mac Millan Company, réédition 1990, New Brunswick : Transaction Publishers.

- CONDORCET Marquis de (1785) : *Essai sur l'application de l'analyse à la probabilité des décisions rendues à la pluralité des voix*, L'Imprimerie Royale, Paris.
- CROWLEY J. (2003) : « Usages de la gouvernance et de la gouvernementabilité », in *Critiques internationales*, 2003-4 n°21, pp 41-55.
- DERYCKE P-H et GILBERT G. (1988). *Economie publique locale*, Economica, Paris, 308 pages.
- EBEL et YILMAZ (2001). Le concept de décentralisation fiscale et survol mondial, Symposium international "Commission sur le déséquilibre fiscal", 13 au 14 septembre 2001, Québec, 68 pages.
- GAUDIN J-P (1998). La gouvernance moderne, hier et aujourd'hui : quelques éclairages à partir des politiques publiques françaises, *Revue internationale des sciences sociales*, n° 155, mars 1998, pp. 51.
- GILLY J.P et TORRE A Sous la dir. (2000). *Dynamiques de proximité*, L'Harmattan, Paris, pp 9-33.
- GREFFE X. (1984). *Territoires en France : Les enjeux économiques de la décentralisation*, Economica, Paris, 304 pages.
- HOUNMENOU B. (2006). Décentralisation, gouvernance participative et dynamiques locales de développement- Etude de cas en milieu rural au Bénin. Thèse de doctorat en sciences économiques, Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, octobre 2006, 379 pages.
- JARRET M-F. et MAHIEU F-R. (1998). *Economie publique : Théories économiques de l'interaction sociale*, Ellipses, Paris, 123 pages.
- LAURENT P-J et PEEMANS J-P (2006), «Les Dimensions Socio-Économiques du Développement Local en Afrique au Sud du Sahara : Quelles stratégies pour quels acteurs ?», *Le bulletin de l'APAD*, n° 15 mis en ligne le 20 décembre 2006. URL : <http://apad.revues.org/document553.html>. Consulté le 12 octobre 2009.
- LE GALES P. (1995). *Politique urbaine et développement local- Une comparaison franco-britannique*, L'Harmattan, Paris, pp.7- 295.
- LELOUP F., MOYART L. et PECQUEUR B (2004). La gouvernance territoriale comme nouveau mode de coordination territoriale ? 4<sup>ème</sup> journée de la proximité : "Proximité, réseaux et coordination", 17 et 18 juin 2004, Marseille, 15 pages.
- LINDAHL E. (1919). Just Taxation. A positive Solution. In MUSGRAVE and A.PEACOCK, eds, *Classics in the Theory of Public Finance*, MackMillan, 1958, London.
- LINDBLOM C. (1961). Decision-making in taxation and expenditures, in NBER (éd), *Public finances: needs, sources and utilization*, Princeton UP, Princeton.
- LORRAIN D (1998). Administrer, gouverner, réguler, *Les Annales de la recherche urbaine*, n°80-81, décembre 1998, pp 85.
- MAHIEU F-R. (2004). Le marché du développement, Premières journées du développement du GRES : "Le concept de développement en débat", 16 au 17 septembre 2004, université de Bordeaux IV, 8 pages.



- MARCOU G., RAGEON F. et THIEBAULT J-L. (1997). Les relations contractuelles entre collectivités publiques, in GODARD F. (sous la dir), *Le gouvernement des villes- Territoire et pouvoir*, Ed Descartes et Cie, Paris, pp 140.
- NORTH D. (1991). "Institutions", *Journal of Economic Perspectives*, n°5, winter, pp. 97-112.
- OATES W (1972). *Fiscal Federalism*, Harcourt, Brace, Jovanovich, New York 256 pages.
- PADIOLEAU J. G. (1991). L'action publique urbaine moderniste, *Politiques et management public*, vol.9, n°3, pp133-143.
- RIBOT C. J (2002). La décentralisation démocratique des ressources naturelles- Institutionnaliser la participation populaire, "World Resources Institute", Washington, 2002, 34 pages.
- RONDINELLI D.A, NELLIS J.R et CHEEMA (1983). Decentralization in Developing Countries : A Review of Recent experiences, Staff Working Paper, number 581, Washington, D.C. Word Bank.
- SAMUELSON P.A. (1954). The pure theory of public expenditure, *The review of economics and statistic*, 36, pp 387-389.
- SANDLER T et SCHIRHART J. T. (1980). The economic theory of clubs : an evaluation survey, *Journal of economic literature*, 18 décembre, pp 1481-1521.
- SHAH A. (1998). Balance, Accountabilty, and Responsiveness : Lessons about Decentralization, World Bank, Washington.
- SEN A. (1999) : La possibilité de choix social, ''Conférence Nobel'', *Revue de l'OFCE* n°70, juillet 1999, 62 pages.
- TIEBOUT C.M. (1956). A pure theory of local expenditures, *Journal of Political Economy*, n°64, 1956, pp 416-424.
- Un Seul Monde (2002). Qu'est-ce que la bonne gouvernance? In *Un Seul Monde* : magazine de la Direction du Développement et de la Coopération (DDC), Berne/Suisse, 2002, 25pages.
- WALLISER B. (1989). Théorie des jeux et genèse des institutions. *Recherches économiques de Louvain*, 55 (4), pp 339-364.
- WICKSELL K. (1896). A New Principle of Just Taxation, in MUSGRAVE R. and PEACOCK A., *Classics in the Theory of Public Finance*, MackMillan, London, 1958.
- WEBER L. (1997). *L'Etat, acteur économique – Analyse économique du rôle de l'Etat*. 3<sup>ème</sup> édition, Economica, Paris, 396 pages.
- WOLFELSPERGER A (1975). *Les biens collectifs*, 2<sup>ème</sup> édition, Presse Universitaire de France, Paris, 198 pages.
- WILLIAMSON O. (1975). *Markets and Hierarchies- Analysis and Antitrust Implications*, Free Press, New York.
- WILLIAMSON O. (1979). Transaction cost Economics : The Governance of Contractual Relations, *Journal of Law and Economics*, 22 (October), pp 233-261.
- WILLIAMSON O.E., (1996). *The mechanisms of governance*, Oxford University Press.

**Annexe1 : Localités impliquées dans l'échantillon d'étude**

Départements	Communes	Arrondissements	Villages
Collines	Glazoué	Gomé	Tankossi
			Haya
		Thio	Docoudji
			Agouagon
		Ouédèmè	Kpota
			Yagbo
		Zaffé	Zaffé
			Madéoungbé
	Savalou	Kpakpaza	Kpakpaza
			Sowé
		Savalou-Aga	Dagadoho
			Kpakpavissa
		Ouessé	Tchogodo
			Logossovidji
		Logozohè	Logozohè
			Sozoumè
		Lahotan	Lahotan
			Kpakpavissa
		Gobada	Gobada
			Govi
Atlantique	Allada	Allada-Centre	Togoudo
			Soyo
		Ahouannonzoun	Dessah
			Hessah
		Hinvi	Dovo
			Todo
		Agbanou	Wadon
			Atotinga
	Toffo	Lisségazoun	Lisségazoun-Centre
			Adjadji-Kossoé
		Coussi	Coussi-Centre
			Zinbènou-Zinhouè
		Houègbo	Houègbo-Gare
			Houègbo Aliho
		Damè	Damè
			Agon
		Sèhouè	Sèhouè-Centre
			Gbédji
		Sey	Sey-Centre
			Kpozounmè